

BIBLIOGRAPHIE

ANALYSES

A. GUILLAND, **L'Allemagne nouvelle et ses historiens. Niebuhr, Ranke, Mommsen, Sybel, Treitschke**, Paris, Alcan, 1900, 356 pp. in-8°.

Le livre de M. Guillard est à la fois un livre d'histoire et un livre d'historiographie : cela tient au caractère très particulier de l'époque et des historiens dont il parle.

On a déjà montré ici comment l'œuvre des historiens qui débutèrent dans la vie publique, en Allemagne, entre 1840 et 1848, a été un des facteurs du nouvel Empire, de l'unité allemande : on peut trouver dans l'ouvrage très riche en faits, très vivant, parfois éloquent de M. G., le développement des indications qu'a données M. Bossert dans son article d'octobre 1900 (n° 2, pp. 137-157).

Le baron Stein, qui fonda la politique prussienne du xix^e siècle, créa en 1819 une association historique qui fut le « berceau de l'historiographie nationale ». Il y eut dès lors une école dont les deux inspirations maîtresses furent la haine de la Révolution française et l'admiration des institutions prussiennes avec la conviction que le Brandebourg devait être le « noyau de la future cristallisation germanique » : l'expression est de Treitschke. Aux « *droits de l'homme* tirés de la raison humaine, on opposa les droits des États tirés des annales des empires » (p. 20); et ces droits, c'est le succès qui les justifie : « L'issue des événements est un jugement de Dieu » : c'est Treitschke encore qui parle. Le même historien a dit : « La pure et impartiale histoire ne saurait convenir à une nation passionnée et batailleuse » (p. 25). « Notre science ne doit pas être cosmopolite, mais allemande », déclarait un autre savant, Giesebrecht (p. 28) : et rien n'est plus curieux que de voir l'érudition si patiente, si admirable, des Allemands faussée par la passion, déviée, dans la recherche des causes, par un système politique.

Suivons avec M. Guillard la marche de cette école. — Dans un premier

chapitre, il parle des précurseurs, Niebuhr et Ranke ; il fait ressortir certains traits qui d'habitude n'apparaissent guère dans les portraits qu'on a faits d'eux.

Niebuhr, quand se fonda l'Université de Berlin, y fut appelé — avec Fichte, Schleiermacher, Savigny, Böckh. Il avait de la science l'idée la plus haute ; il en parlait presque comme le noble Fichte : « Oublions et méprisons les choses terrestres, ne nous occupons pas des choses étrangères ; poursuivons notre chemin, n'enfouissons pas le talent que notre Père céleste nous a donné, mais faisons-le fructifier ; mettons nos descendants ou les descendants de nos descendants à même de monter d'un échelon supérieur dans la science et la connaissance et d'étendre leurs investigations dans le domaine entier de l'esprit humain, du globe terrestre et de l'Univers... Pour étudier l'histoire, il faut avant tout de la loyauté et de l'honnêteté... Notre vie doit être une vie de devoir sous le regard de Dieu » (p. 37). Niebuhr fut un des initiateurs de cet incomparable mouvement scientifique qui suivit Iéna et d'où est sortie la philologie avec Benecke, Böckh, Bopp, Dietz, Grimm. Mais l'histoire romaine n'était pas seulement pour lui un objet de science elle était un modèle, « le modèle du développement national », un exemple de ce que peut l'État ; et son œuvre renferme, plus ou moins voilés, des enseignements politiques. — Ranke, — malgré la modération de son esprit et son effort d'impartialité, — avec son acceptation du *fait* comme nécessaire, sa croyance à l'action de causes morales dans les guerres, sa préoccupation des races et des grands hommes, et l'assimilation qu'il a faite de l'État à la Nation, est bien, implicitement, un apologiste de l'État prussien. Aussi la victoire de 1870 prit-elle à ses yeux une signification symbolique : « ce n'était pas seulement la victoire d'un peuple sur un autre peuple, c'était aussi la victoire d'une politique sur une autre politique, d'une civilisation sur une autre civilisation » (p. 88). Et, de ce point de vue, il entreprit, à quatre-vingts ans, une Histoire universelle.

Le chapitre de M. G. sur Mommsen a l'intérêt de bien « situer » l'œuvre du grand historien de Rome dans le milieu réaliste qu'offre l'Allemagne, et surtout la Prusse, à partir de 1850. L'Allemagne du Nord oppose alors son esprit positif, son activité méthodique, son goût de la lutte, au romantisme, à la rêverie et à l'aptitude spéculative de l'Allemagne du Sud. Les sciences naturelles se développent dans les Universités, et avec elles la conception de la lutte pour la vie. Mommsen — dans la première partie, du moins, de sa carrière scientifique — met un savoir prodigieux et parfaitement objectif au service de la passion. En faisant de l'histoire, il fait de la politique. Il montre Rome se civilisant par la guerre, — instrument nécessaire du progrès ; il glorifie la force triomphante ; il s'enthousiasme pour les grands hommes d'action ; il voit dans Jules César le héros romain par excellence, parce que César, à la fois, incarne pour lui le génie politique et représente à ses yeux le gouvernement idéal, — la monarchie démocratique ; il sous-entend partout l'éloge de la race germanique, plus complète que la race latine, la

plus complète des races. M. G. fait comprendre comment Mommsen a préparé le succès de Nietzsche et de la théorie du *Sur-homme*, et quel concours, d'autre part, quoiqu'adversaire de Bismarck, en tant que libéral, il a prêté à Bismarck, en tant que patriote.

« Jusqu'à présent, les historiens nationaux que nous avons rencontrés n'intervenaient pas dans leurs récits pour défendre un point de vue politique personnel. Niebuhr et Léopold de Ranke s'étaient contentés de mettre en lumière le développement historique des peuples dont ils s'occupaient, en laissant aux lecteurs le soin de tirer les leçons politiques que ce point de vue comporte. Mommsen avait fait un pas de plus : retrouvant à Rome une situation qui n'était pas sans analogie avec la situation de l'Allemagne après 1848, il l'avait montré avec une ardeur qu'on n'avait pas encore trouvée chez les historiens de son pays. Avec Sybel, nous allons rencontrer un historien qui subordonne tout à ses idées et pour lequel toutes les circonstances du passé vont servir de prétexte à prouver l'excellence des institutions des Hohenzollern et la vérité des principes de la politique nationale libérale. » p. 151.)

Dissiper le prestige de la Révolution en montrant où conduit le dogme de la souveraineté populaire ; faire évanouir les préventions des bourgeois libéraux d'Allemagne contre la Prusse, en soutenant — par une confusion de la liberté intellectuelle avec la liberté politique — que les institutions prussiennes étaient vraiment libérales ; exalter la mission de la Prusse protestante, en rabaisant l'Autriche catholique : telle est la tâche que s'assigna Sybel.

Son *Histoire de l'Europe au temps de la Révolution* a beau être merveilleusement documentée, elle se tourne en plaidoyer contre la France, son esprit, ses principes, et en apologie de la Prusse, du principe des nationalités¹, des rois prussiens par lesquels a grandi l'État. Sybel et, avec lui, d'autres professeurs d'Université, Haeusser, Droysen, Duncker, transformèrent, entre 1850 et 1870, les chaires d'enseignement en tribunes politiques.

A mesure que grandit la Prusse et que se développa la politique bismarckienne, le Prussien, chez Sybel, l'emporta sur le libéral. Il fonda une Revue, l'*Historische Zeitschrift*, soi-disant de pure science, et qui pourtant avait pour but principal de « grossir le courant du mouvement national », d'inculquer aux Allemands « des principes politiques sains ».

1. « La marche de notre État est profondément différente de celle de la France après 1789. Notre empire est sorti du principe des nationalités inconciliable avec les fausses idées d'égalité de la Révolution française. Ces idées déniaient tout droit à l'existence individuelle, soit qu'il s'agisse d'un peuple, soit qu'il s'agisse d'un individu. La prétendue libération universelle des Girondins, les conquêtes universelles de Napoléon n'étaient pas autre chose que des applications logiques de ce principe fondamental qui, en France même, a étouffé le libre développement des individus. Le principe des nationalités, par contre, repose sur des idées absolument opposées à celles-là, à savoir que la liberté personnelle ne peut subsister que sous la protection d'un gouvernement dont les chefs parlent la langue de leur peuple, partagent leurs idées, sentent les battements de leur cœur... Comme base : respect de l'individu ; l'accord de la liberté et du pouvoir est la conséquence du principe des nationalités. » (Préf. du t. IV.) Voir p. 183, note.

Après la guerre de 1870, l'historien qui avait dressé un réquisitoire contre la Révolution française écrivit, en regard, l'*Histoire de la fondation de l'empire allemand*. « A aucun endroit de ce livre, dit-il dans sa *Préface*, je n'ai cherché à dissimuler mes opinions prussiennes et nationales-libérales » (p. 208) ; et, en effet, il a composé une œuvre de parti pris manifeste, qui fut pour les Allemands un instrument d'éducation politique.

De la même politique dont Sybel était le théoricien, Treitschke fut l'apôtre et le poète. « Dernier de la lignée, il résume admirablement les qualités et les défauts de ses prédécesseurs. Il a porté au suprême degré leur esprit, leurs tendances et leur méthode. Étant le plus fort, son action aussi a été la plus étendue. L'étudier, c'est faire connaître sous sa forme la plus saisissante l'un des facteurs les plus puissants de l'unité germanique. » (p. 230.)

Il eut pour maître, à Bonn, l'historien Dahlmann — libéral prussien, pour qui la mission des Hohenzollern consistait à donner à l'Allemagne les institutions constitutionnelles. Dès le début de sa carrière, dans un ouvrage « scientifique », *La Sociologie* (*Die Gesellschaftswissenschaft*), Treitschke voulut démontrer que la politique ne saurait être indépendante de la société, de la vie nationale ; et sa préoccupation était de mettre en évidence pour l'Allemagne l'importance de la question des nationalités. Au fond, il n'appréciait la science que dans la mesure où elle servait à l'action. Il dédaignait « la vieille science germanique qui a si peu fait pour le développement de la vie nationale ». « L'Allemagne, disait-il, n'a que trop pensé : il est temps qu'elle agisse. » (p. 238.)

Tout ce qu'on rencontre chez ses prédécesseurs — apologie de la guerre, apologie des grands hommes¹, apologie de l'État prussien, apologie du protestantisme, haine ou mépris de la France, du catholicisme, des utopies pacifiques, du libéralisme vrai — se retrouve dans son œuvre, avec un souci accru de l'unité et un culte enthousiaste de la « patrie allemande ».

Ce monarchiste libéral devint, après les victoires de l'Allemagne, un « césarien autoritaire », un partisan déclaré de la force : « En politique, on ne peut juger que par ce qui a réussi. » (p. 277.) Plus tard encore, lorsqu'il constata certains résultats inattendus de la victoire, lorsqu'il vit les caractères de la civilisation nouvelle, il finit en réactionnaire, en nationaliste sectaire et intolérant : il était persuadé désormais que c'étaient, avec les rois de Prusse, les « hobereaux » prussiens, les fonctionnaires et les officiers, qui avaient été les artisans de l'unité, bien plutôt que les penseurs, les professeurs, les cercles éclairés de la nation.

Son *Histoire d'Allemagne au XIX^e siècle* est l'œuvre d'un grand écrivain à la Veuillot ; mais celui qui en venait à déclarer que l'histoire doit être écrite « sans ménagements, avec colère et passion », et que « cette objectivité anémique » est « le contraire du vrai sens historique », celui-là n'est pas, en vérité, un historien.

1. Il distingue, il est vrai, les bons et les mauvais : les bons, ce sont ceux qui mettent leur génie au service de l'État — surtout de l'État prussien.

Dans sa Conclusion, M. G. montre comment la transformation matérialiste de l'Allemagne contemporaine devait surprendre et mécontenter des écrivains qui en étaient, pour une large part, les auteurs responsables. Ils avaient voulu une Allemagne une et grande, mais morale et éclairée : ils découvraient avec stupeur les effets de cette politique de la force, qu'ils avaient prônée, sur les mœurs de la nation.

Un an avant sa mort, le 19 juillet 1895, Treitschke prononçait, dans l'Aula de l'Université de Berlin, les paroles suivantes : « Tout est devenu plus grossier dans nos mœurs : la politique et la vie... Le respect que Goethe nommait la fin dernière de toute éducation morale disparaît de la nouvelle génération avec une rapidité vertigineuse : respect de Dieu ; respect des bornes que la nature et la société ont mises entre les deux sexes ; respect de la patrie qui s'efface de jour en jour devant le fantôme d'une humanité jouisseuse. Plus la culture s'étend, plus elle devient plate ; on méprise la profondeur du monde antique et l'on ne considère comme important que ce qui sert des buts très proches... La science qui descendait même un jour trop profondément, pour atteindre l'insondable, se perd maintenant en surface... » (p. 316.)

Certes, l'ouvrage que nous venons d'analyser ne donne pas — et il ne veut pas donner — un inventaire total des études historiques en Allemagne dans la seconde moitié du XIX^e siècle : la science objective n'a pas été étouffée par le développement de l'*histoire nationale*. Mais on ne saurait trouver un tableau plus complet de cette action et réaction qu'ont exercée, dans l'Allemagne moderne, les événements sur l'histoire, l'histoire sur les événements, une démonstration plus forte, d'une part, de l'influence que peuvent avoir les idées, d'autre part des inconvénients qu'a pour la science l'esprit de système, la confusion de l'histoire et de la politique.

Le livre de M. Guillard se termine par une bibliographie de vingt pages et par un index alphabétique : il n'est pas seulement intéressant à lire ; il est commode à consulter.

H. B.